



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2022290-0002**

portant prescriptions complémentaires visant la réduction d'impact sur les chiroptères du parc éolien du Valbin situé sur le territoire des communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT

---

La préfète de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 411-1, L. 181-14, R. 181-45, R. 512-69, L. 511-1 ;
- VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;
- VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2015253-0001 du 10 septembre 2015 portant autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société PARC EOLIEN DU VALBIN sur le territoire des communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le courrier du 1<sup>er</sup> mars 2016 de la société « Parc éolien du Valbin », portant à connaissance une modification de la puissance totale de l'installation du parc éolien ;
- VU** les rapports de suivi environnementaux en phase exploitation du parc éolien du Valbin, établis par le bureau d'étude Auddicé environnement en septembre 2019, janvier 2021 et décembre 2021 ;
- VU** les rapports de suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères post-implantation du parc éolien du Valbin, établis par le bureau d'études Auddicé environnement en septembre 2019, janvier 2021 et décembre 2021 ;
- VU** les comptes rendus d'expertise d'étude acoustique des chiroptères en nacelle d'éolienne du parc éolien du Valbin établis par le bureau d'étude Silva Environnement en 2020 et en 2021 ;

**VU** le rapport d'inspection du 11 août 2022 du parc éolien du Valbin de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est portant proposition d'arrêté complémentaire ;

**VU** le courrier recommandé avec accusé de réception du 22 septembre 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à la préfète et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes aux intérêts protégés par la directive "oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009 et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité occasionnée par le parc éolien sur les faucons crécerelles ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 411-1 du code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.1.2 de l'arrêté d'autorisation susvisé a imposé à l'exploitant d'effectuer des suivis environnementaux afin d'estimer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs et d'imposer si nécessaire, des mesures correctives pour réduire l'impact du parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que les suivis environnementaux indiquent une diversité spécifique de quinze espèces sur le parc figurants toutes à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de leur protection ;

**CONSIDÉRANT** que les sept espèces identifiées lors du suivi à hauteur en nacelle de 2021 figurent à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de leur protection ;

**CONSIDÉRANT** que les trois suivis de mortalité du parc ont mis en évidence une mortalité très élevée des chiroptères, surtout en période automnale ;

**CONSIDÉRANT** que malgré le plan de bridage partiel mis en place en 2020 par l'exploitant sur les éoliennes E1, E4, E5, E7 et E8, des cadavres de chauves-souris ont été découverts sur l'ensemble des éoliennes qui composent le parc, à l'exception de l'éolienne E5, lors de la campagne de suivis de mortalité 2020/2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi acoustique à hauteur de nacelle menée en 2021 indique une activité chiroptérologique globale jugée faible, mais présentant des pics de forte activité en juin et entre août et septembre ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi acoustique à hauteur de nacelle de 2021 met en évidence une augmentation significative des contacts au-dessus de 14°C et pour des vitesses de vent au-dessus de 6 m/s ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact du parc sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des aérogénérateurs aux périodes d'activités des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a entrepris volontairement d'appliquer des mesures de réduction complémentaires à son projet, tenant compte de ces nouvelles données ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés nécessitent d'être complétées au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Domaine d'application**

La société PARC EOLIEN DU VALBIN dont le siège social est situé 109 avenue Jean Monet 51430 BÉZANNES, ci-après désignée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien nommé « Parc éolien du Valbin » situé sur le territoire des communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT.

### **Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât : supérieure à 50 m Hauteur totale maximale des aérogénérateurs : 150 m Puissance totale maximale installée : 19,2 MW Nombre d'aérogénérateurs : 8	A

### **Article 3 : Actions préventives en faveur des chiroptères**

#### **Article 3.1 : bridage des machines**

Chaque année, du 1<sup>er</sup> juin au 31 juillet, chaque éolienne du parc est mise à l'arrêt, du coucher du soleil jusqu'à 2 heures du matin, dès que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- Température supérieure à 14 °C
- Absence de précipitation
- Vitesse de vent inférieure à 6 m/s

Puis, du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre, chaque éolienne du parc est mise à l'arrêt, du coucher du soleil au lever du soleil, dès que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- Température supérieure à 14 °C
- Absence de précipitation
- Vitesse de vent inférieure à 6 m/s

L'exploitant effectue des mesures de l'ensemble de ces paramètres et enregistre les résultats. Il tient à disposition de l'inspection un registre des arrêts permettant de visualiser l'ensemble de ces paramètres et de justifier chaque période de fonctionnement des machines sur les périodes citées ci-dessus.

### **Article 3.2 : Suivi de la mortalité du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre**

La première année suivant la mise en place des mesures de réduction de l'impact sur les chiroptères, du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, l'exploitant met en place un suivi de la mortalité du parc éolien permettant d'estimer l'efficacité du nouveau plan de régulation et de proposer des nouvelles mesures correctives en cas d'impacts avérés. Ce suivi devra être conforme au protocole ministériel de suivi environnemental des parcs éolien terrestres révisé en 2018 et être transmis à l'inspection des installations classées.

### **Article 3.3 : Aménagement des éoliennes**

Les éventuelles cavités au niveau des nacelles et du pied des mats sont fermées pour éviter toute entrée des chiroptères.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **17 OCT. 2022**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe BORGUS

**Délais et voies de recours :** En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1<sup>o</sup> par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée  
2<sup>o</sup> par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.